



ARRÊTÉS

ARRÊTÉ
G362/2023

Rozenn ROUILLER, Maire de la Commune de MONTPON-MENESTEROL,
Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213.1 à L2213.6,
Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R411.5, R411.8, R411.18 et R411.25 à R411.28,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, livre I – Huitième partie : signalisation temporaire,
Vu l'arrêté G139/2020 portant délégation de fonction aux adjoints notamment en matière de police de voirie,
Vu l'arrêté général de circulation G327/2022,
Vu la demande formulée par VARILLON DEMENAGEMENT, en date du 07 août 2023 relative à un déménagement 59A Rue Maurice Chevalier, le 03 octobre 2023,
Considérant la nécessité de déroger à l'arrêté général de circulation G327/2022,
Considérant qu'en raison du déménagement, il y a lieu de régir la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers et des pétitionnaires,

ARRETE

ARTICLE PREMIER : En raison du déménagement et la nécessité de stationner un camion devant l'entrée du 59A Rue Maurice Chevalier, la circulation de tous les véhicules, se fera par chaussée rétrécie ou par alternat manuel si nécessaire le 03 octobre 2023.

ARTICLE II : Le stationnement de tous les véhicules sera interdit dans l'emprise du chantier durant toute sa durée.

ARTICLE III : La circulation sera limitée à 30 Km/h dans l'emprise du chantier.

ARTICLE IV : La signalisation règlementaire sera mise en place par le pétitionnaire.

ARTICLE V : Le demandeur devra assurer la conservation des ouvrages publics et faire, le cas échéant, la réfection à l'identique

ARTICLE VI : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE VII : Madame la Maire de Montpon-Ménestérol, Monsieur le Lieutenant-Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie de la Dordogne, Messieurs les Policiers Municipaux, Messieurs les agents habilités pour relever les contraventions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE VIII : Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Bordeaux peut être saisi par voie de recours formée contre le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Fait à MONTPON-MÉNESTÉROL, le 08 août 2023.

La Maire, Rozenn ROUILLER.

Adjoint délégué
Gérard HAERRIG

Publié / Notifié le 10/08/2023
Au pétitionnaire
Mode de transmission : raw